

## URUGUAY

République orientale de l'Uruguay

CAPITALE : Montevideo

SUPERFICIE : 176 215 km<sup>2</sup>

POPULATION : 3 185 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT et du GOUVERNEMENT : Julio María Sanguinetti

LANGUE OFFICIELLE : espagnol

PEINE DE MORT : abolie

## URUGUAY

**Les violations des droits humains commises par le passé n'ont toujours pas été éclaircies. Des cas de détenus maltraités n'ont cessé d'être signalés. À l'occasion de l'élection présidentielle de novembre, Amnesty International a soulevé la question du respect des droits humains et a appelé les candidats à inclure la lutte contre l'impunité dans leur programme.**

### Impunité

Trente-quatre personnes ont « disparu » et des milliers d'autres ont été torturées entre 1973 et 1985, lorsque les militaires dirigeaient le pays. Le gouvernement démocratique arrivé au pouvoir en 1985 a été instamment prié de faire la lumière sur le sort de ces victimes mais, en décembre 1986, le Parlement a approuvé la Loi de prescription, qui exempte de toute sanction les membres de la police ou de l'armée ayant perpétré des violations des droits humains avant le 1<sup>er</sup> mars 1985, à condition que celles-ci aient été commises pour des raisons politiques ou pour obéir à des ordres. Le maintien de cette loi a été approuvé par référendum national en avril 1989.

L'Uruguay a ratifié en 1995 la Convention interaméricaine sur la disparition forcée des personnes, reconnaissant de ce fait qu'une « disparition » constitue un délit « *continu ou permanent* » tant que le sort de la victime ou le lieu où elle se trouve « *n'ont pas été déterminés* ». Or, les « disparitions » signalées en Uruguay n'ont toujours pas été élucidées.

✓ María Claudia García Irureta Goyena, ressortissante argentine, était enceinte de six mois lorsqu'elle a « disparu » en Argentine, en août 1976, en même temps que son mari, Marcelo Gelman, dont le corps a été retrouvé en 1989. En mai 1999, des éléments ont fait surface, donnant à penser que María Claudia García avait peut-être accouché en Uruguay, à l'hôpital militaire de Montevideo, la capitale. D'après les informations recueillies par son beau-père, elle aurait été vue pour la dernière fois en décembre 1976, avec son bébé, alors qu'elle quittait les locaux de la 3e division des services de renseignements militaires sous la garde de deux soldats. Le père de Marcelo Gelman a exhorté Julio María Sanguinetti à ouvrir une enquête sur ces informations, mais le président a répondu qu'elles étaient impossibles à confirmer.

### Mauvais traitements

Des cas de détenus maltraités par des policiers ou des gardiens de prison n'ont cessé d'être signalés cette année.

✓ Des détenus de la prison Libertad, dans le département de San José, auraient entamé une grève de la faim après avoir été brutalisés par des gardiens en février.

### Élection présidentielle

Amnesty International a écrit à tous les candidats à l'élection présidentielle, leur demandant d'accorder une place prioritaire aux droits humains dans leur programme politique et de combattre l'impunité s'ils étaient élus. Elle leur a également fait observer que la mise en place d'un mécanisme indépendant, tel qu'un médiateur, permettrait de renforcer la protection et la promotion des droits humains. L'Organisation a également recommandé que la torture et les « disparitions » soient introduites dans le Code pénal, afin de faire clairement comprendre aux forces de sécurité que ces crimes ne seront pas tolérés. Par ailleurs, Amnesty International s'est déclarée préoccupée par le fait que l'Uruguay n'avait pas ratifié, ni même signé, le Statut de la Cour pénale internationale adopté par la communauté internationale en 1998. Le nouveau président élu en novembre, Jorge Battle, devait entrer en fonction en mars 2000.

Carlos et Federico Escobar